

LE CONGÉ DE FIN D'ACTIVITÉ

Le congé de fin d'activité (CFA) est réservé aux conducteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui, de déménagement et aux convoyeurs de fonds et valeurs.

Le régime est financé par les employeurs, les salariés et l'Etat.

Il permet aux conducteurs de cesser de travailler, sous certaines conditions dès 57 ans. L'accord sur le Congé de Fin d'Activité a été conclu par les partenaires sociaux le 28 mars 1997 pour une durée indéterminée.

I QUI ?

- Les conducteurs routiers de marchandises et de déménagement ayant conduit, à temps plein, un véhicule poids lourd de plus de 3,5 tonnes pendant au moins 26 ans.
- Les convoyeurs de fonds ayant exercé leur activité, à temps plein, au moins pendant 20 ans dans un véhicule de plus de 3,5 tonnes.
- Les conducteurs de véhicule ayant eu une carrière mixte :
 - marchandises et voyageurs. Il s'agit des conducteurs routiers de marchandises et de déménagement ayant effectué des périodes comme conducteur dans des entreprises de transport interurbain de voyageurs. Ces périodes sont prises en compte sur la base de 26/30e pour nombre d'annuités requis ;
 - fonds et marchandises. Il s'agit des convoyeurs de fonds ayant effectué des périodes comme conducteur dans des entreprises de transport de marchandises ou de déménagement. Ces périodes sont prises en compte sur la base de 20/26° pour le calcul du nombre d'annuités requis.

Les conditions pour bénéficier du CFA

- occuper un emploi de conducteur au moment de la demande jusqu'au départ en CFA dans une entreprise adhérente du FONGECFA-Transport ;
- avoir occupé cet emploi de façon continue ou discontinuée dans une ou plusieurs entreprises de transport routier de marchandises, de déménagement ou de transport de fonds et valeurs entrant dans le champ d'application de la CCN des transports routiers et des activités auxiliaires du transport.

Peuvent également bénéficier du CFA :

- les conducteurs routiers de marchandises et de déménagement et les convoyeurs de fonds qui justifient de la durée de conduite à temps plein mentionnée ci-dessus mais qui n'occupent plus à 57 ans un emploi de conduite en raison d'un reclassement à la suite d'une inaptitude physique consécutive à un accident du travail survenu dans l'exercice de leur métier ;
- les conducteurs sous contrat à durée déterminée, sous réserve d'en faire la demande avant le terme de leur contrat

I QUAND ?

À l'initiative du salarié, dès lors qu'il a entre 57 et 62 ans, et ce, sans accord préalable de l'employeur. La demande est adressée au FONGECFA-Transport quatre mois avant la date de départ envisagée. L'organisme doit l'accepter ou la refuser dans les 2 mois qui suivent la réception du dossier complet.

Le versement de l'allocation prend effet au 1^{er} jour du mois qui suit la cessation d'activité et prend automatiquement fin le dernier jour du mois qui précède la date de départ à la retraite, quel que soit le nombre de trimestres validés. À cette date, le bénéficiaire du CFA doit faire valoir ses droits à la retraite auprès de sa caisse vieillesse et de sa caisse de retraite complémentaire.

Les bénéficiaires qui n'ont pas suffisamment cotisé pour avoir droit à une retraite de la Sécurité sociale à taux plein, perçoivent un complément de pension financé par l'Etat (titre III) et payé par la CARCEPT.

I COMMENT ?

Les allocations de CFA sont payées à la fin de chaque mois. Elles sont supprimées en cas de reprise d'une activité rémunérée, salariée ou non, d'inscription à Pôle Emploi, de décès ou de retraite.

Le congé de fin d'activité est financé conjointement par une cotisation des employeurs et des salariés ainsi que par une subvention de l'Etat.

I COMBIEN ?

À compter du 1^{er} septembre, les règles pour le calcul de l'allocation au FONGECFA Transport évoluent.

La mise en place de nouvelles taxes, la hausse du nombre d'entrées constatée depuis quelques années dans le régime et les conséquences prévisibles de la crise COVID (entraînant une baisse des recettes du régime) a conduit les partenaires sociaux de la branche à prendre, par un accord du 17 juillet 2020, des mesures d'urgence destinées à ne pas dégrader la situation financière du régime FONGECFA Transport.

Celles-ci consistent à moduler le montant de l'allocation applicable sur toute la période de bénéfice du Congé de Fin d'Activité en fonction de l'âge d'entrée dans le régime.

Le taux de l'allocation appliqué au salaire annuel brut moyen, perçu au cours des 12 derniers mois précédant la date de dépôt de dossier et plafonné à un plafond annuel de la Sécurité sociale, est désormais égal à :

- **70 %** pour les assurés dont le 1^{er} jour de prise en charge par le régime est antérieur au cinquante-huitième anniversaire ;
- **75 %** pour les assurés dont le 1^{er} jour de prise en charge par le régime est postérieur au cinquante-huitième anniversaire et antérieur au soixantième anniversaire ;
- **80 %** pour les assurés dont le 1^{er} jour de prise en charge par le régime est postérieur au soixantième anniversaire.

Les dispositions de cet accord sont applicables pour les dossiers dont la date d'effet est postérieure au 31 décembre 2020 ou les dossiers déposés à compter du 1^{er} septembre 2020.

Pour exemple sur la base d'une rémunération brute mensuelle de 2 500 € perçue sur les 12 derniers mois :

- départ à partir de 57 ans : 1 750 € d'allocation mensuelle ;
- départ à partir de 58 ans : 1 875 € d'allocation mensuelle ;
- départ à partir de 60 ans : 2 000 € d'allocation mensuelle.

Hors impôts et contributions sociales prélevées à la source. Les montants sont donnés à titre indicatif. Ils n'ont pas de valeur contractuelle. L'allocation est soumise aux prélèvements sociaux et fiscaux obligatoires. Le salaire brut annuel visé comprend le salaire hors frais professionnels et hors indemnité de cessation d'activité que l'intéressé a ou aurait perçu pendant les 12 derniers mois précédant la date de dépôt de son dossier. L'allocation est revalorisée dans les mêmes conditions que le point de retraite ARRCO.

L'allocation est soumise aux prélèvements sociaux sur revenus de remplacement, variables selon la situation fiscale de l'intéressé, sachant qu'un taux spécifique est appliqué pour l'Alsace-Moselle. Le conducteur qui part en CFA perçoit de son employeur une indemnité de cessation d'activité calculée en fonction de son ancienneté dans l'entreprise et sur la base de la rémunération moyenne que l'intéressé a ou aurait perçue au cours des douze derniers mois précédant son départ.

I DEMANDE DE DÉPART EN CFA

Avant toute demande auprès du FONGECFA-Transport, il vous est vivement recommandé de consulter le relevé de situation individuelle et l'estimation indicative globale qui vous sont communiqués afin de vous permettre d'évaluer votre situation vis-à-vis de votre retraite et de son montant.

Vous pouvez télécharger un dossier de prise en charge en renseignant le formulaire sur notre site <https://www.carcept-prev.fr/formulaire-de-contact-particulier>, en choisissant le domaine Prévoyance et Congé de fin d'activité puis le thème Congé de fin d'activité et le motif FONGECFA.

I PROTECTION SOCIALE

Régime général

Pendant toute la durée du CFA, le bénéficiaire continue d'être couvert sans contrepartie de cotisation à sa charge par l'assurance maladie et l'assurance vieillesse du régime général au travers d'une assurance volontaire.

Retraite complémentaire

Le bénéficiaire continue également d'acquérir des points de retraite complémentaire calculés sur la base du taux obligatoire et de son dernier salaire d'activité. Les cotisations correspondantes sont réglées par le FONGECFA-Transport.

Si l'entreprise a souscrit un contrat de retraite à taux supplémentaire, il peut être convenu par accord d'entreprise de dispositions spécifiques pour maintenir le niveau des droits de retraite.

Prévoyance décès

Le bénéficiaire est couvert par la garantie décès (capital) mise en place par le régime auprès de la CARCEPT-Prévoyance. La cotisation est répartie entre le fonds social, l'employeur et lui-même. Elle est payée en une seule fois lors du passage en CFA.

ATTENTION

- Le salarié ne doit pas démissionner sans avoir eu l'accord du FONGECFA-Transport.
- Le statut de bénéficiaire est incompatible avec la reprise d'une activité rémunérée ou l'inscription au chômage sous peine de perdre définitivement ses droits et de devoir rembourser les allocations de CFA indûment versées.